



DANS CE NUMÉRO:
UNIFOR APPUIE LA PÉTITION DE LA GARDE CÔTIÈRE >> PAGE 2
LE CRTC REFUSE D'ASSUMER SON LEADERSHIP PAR RAPPORT À ROGERS >> PAGE 3
UNE ACTION EST NÉCESSAIRE DE LA PART DES MINISTRES DE LA SANTÉ >> PAGE 4

VOLUME 4, NO.2

WWW.UNIFOR.ORG

28 JANVIER 2016



uniforum



L'avocate d'Unifor, Niki Lundquist, fait du porte-à-porte pour recueillir des votes dans la circonscription de Whitby-Oshawa en Ontario où elles se présentent à l'élection partielle provinciale du 11 février.

Unifor célèbre le 100e anniversaire du suffrage des femmes

Le 28 janvier souligne le centième anniversaire du premier droit de vote et d'élection des femmes dans la province du Manitoba, au Canada.

« En fait, le droit de vote n'a pas été accordé à toutes les femmes et, pour être exact, il n'a pas été accordé, mais obtenu après une longue période de militantisme piloté par la Political Equality League (Ligue pour l'égalité politique) en 1916 », a souligné Lisa Kelly, directrice du Service de la condition féminine d'Unifor.

Lisa Kelly a fait partie d'un groupe de 50 personnes participant à une initiative syndicale et féministe de porte-à-porte le 23 janvier pour l'avocate d'Unifor, Niki Lundquist, qui se présente à l'élection partielle de Whitby-Oshawa, en Ontario, le 11 février.

Lisa Kelly a souligné que, pour obtenir le droit de vote et de se présenter aux élections, les militantes ont soulevé des

Les quotidiens sont essentiels à notre démocratie

La fusion des salles de rédaction de principales villes au pays et la fermeture de deux quotidiens parmi les plus anciens au Canada soulignent l'importance de tenir une vaste discussion de politique publique sur l'avenir des médias d'information au Canada, selon Jerry Dias, président national d'Unifor.

« L'état de l'industrie de

>> Suite à la page 3

Les travailleuses et travailleurs du casino Rama ratifient une première convention

Les nouveaux membres d'Unifor au casino Rama, l'un des plus grands casinos en Ontario, ont ratifié leur première convention collective.

« Félicitations aux travailleuses et travailleurs du casino Rama et bienvenue dans la famille d'Unifor », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Aujourd'hui, vous avez pris une décision importante pour assurer que votre voix soit

entendue en milieu de travail et pour bâtir un avenir plus stable pour vous, votre famille et votre communauté. »

Le président de la section locale 1090 d'Unifor, Steve Batchelor, a souligné que le comité de négociation est extrêmement fier d'avoir réussi à traiter des principales préoccupations des 1 700 nouveaux membres au casino Rama, dont:

- une bonification des

>> Suite à la page 2

>> Suite à la page 3

Les coupes au CP sont dénoncées

Unifor est extrêmement déçu que le Canadien Pacifique réduise sa main-d'œuvre de près de 1 000 employés au cours des six prochains mois en dépit de bénéfices record.

« Il est regrettable que le CP décide de supprimer des emplois tout en affichant des bénéfices et des revenus record », a déclaré le directeur du secteur ferroviaire chez Unifor, Brian Stevens.

Le CP a engrangé un revenu net record de 1,35 milliard de dollars en 2015 afin avoir supprimé 1 800 emplois l'année dernière, et a annoncé que 1 000 autres emplois seront coupés.

Un ordre de Transport Canada émis le 14 janvier demandait des changements aux pratiques du CP après avoir identifié une « fatigue excessive » chez le personnel du CP qui pose « une menace immédiate à la sécurité des opérations ferroviaires ».

Brian Stevens a souligné qu'Unifor s'inquiète de plus en plus de la sécurité ferroviaire devant la suppression des postes responsables des inspections de sécurité et de la maintenance.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Unifor appuie la pétition de la Garde côtière

Unifor exprime son appui à la nouvelle pétition au ministre des Pêches, Océans et de la Garde côtière du Canada qui réclame que le gouvernement annule son plan de fermer le centre de Services de communication et de trafic maritimes de Comox.

Parrainée par la nouvelle députée Rachel Blaney (NPD, North Island-Powell River), la pétition contribue à la campagne de haute visibilité menée par la section locale 2182 d'Unifor en 2015. Unifor représente 300 officiers des Services de communication et de trafic maritimes de la Garde côtière.

La pétition de Rachel Blaney demande aussi au gouvernement fédéral de réévaluer les bases fermées depuis 2012 et de rouvrir les centres, si possible.

« En fermant les bases de communication de la garde



Unifor a été un chef de file dans la lutte contre les fermetures de la Garde côtière.

côtière, le gouvernement Harper a pris des risques considérables à l'endroit de la vie des Canadiennes et Canadiens sur nos côtes », a déclaré Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor.

Après avoir fermé des bases en Colombie-Britannique en faveur d'une surveillance éloignée avec une technologie non testée, la garde côtière a connu beaucoup d'interruptions pendant l'été qui auraient pu avoir des

conséquences désastreuses pour les marins.

Unifor fait valoir que le gouvernement Harper a fermé les bases des SCTM sans consultation ni évaluation appropriée des risques. Lorsque le centre des SCTM a été fermé à Comox, les deux derniers centres à Prince Rupert et à Victoria sont situés dans des zones à risque de tsunami.

>> Suite de "Les travailleurs du casino Rama..." on page 1

salaires et la parité au sein des classifications,

- un processus de gestion des griefs et d'arbitrage,
- l'établissement d'horaires équitables pour maintenir un équilibre entre le travail et la vie personnelle,
- l'élimination d'un système injuste d'évaluation des employés,
- l'adoption d'un programme d'intervenantes auprès des femmes,
- une amélioration aux dispositions de vacances, y compris le rejet des vacances à deux niveaux,
- prime des avantages gelée pour le personnel à temps partiel,
- disposition pour les métiers spécialisés,
- aucune sous-traitance,
- engagement à augmenter le nombre d'employés à temps plein,
- représentation syndicale à temps plein.



Les travailleuses et travailleurs du casino Rama ont partagé leur histoire à la conférence sur le recrutement, Tous ensemble, à Montréal en septembre dernier.

« Cette convention collective est point culminant non seulement d'une détermination vigoureuse du comité de négociation, mais aussi le résultat d'une solidarité inébranlable des membres », a déclaré Steve Batchelor.

« Elle établit assurément une relation de travail qui va continuer d'améliorer les conditions de travail de nos nouveaux membres au casino Rama. »

Près de 1 700 travailleuses et travailleurs chez Rama, dont entre autres les croupiers, les caissiers, les préposés aux machines à sous, le personnel de la restauration, des

services environnementaux, des finances, de l'hôtel, les services de valet, de divertissement ont voté pour se joindre à Unifor l'année dernière.

Les travailleuses et travailleurs chez Rama et les recruteurs ont partagé leur histoire à la conférence Tous ensemble organisée par le Service du recrutement en septembre dernier.

Ils se joignent à plus de 15 000 travailleurs du secteur de l'hôtellerie, dont plus de 7 000 employés dans des casinos déjà représentés par Unifor partout au Canada.

>> Suite de "Unifor célèbre le 100e..." on page 1

questions qui guident encore les efforts d'aujourd'hui : « N'avons-nous pas un cerveau pour réfléchir? Des mains pour travailler? Des cœurs pour ressentir? Et une vie à vivre? Ne contribuons-nous pas à bâtir l'Empire? Donnez-nous ce qui nous revient! »

Dans le cadre de ses principes de base, Unifor a joué un rôle pivot en politique électorale depuis sa fondation en 2013, et peut être très fier de ses efforts.

Par exemple, l'année dernière, Unifor a réussi à se positionner d'une seule voix et pour une seule fin : expulser l'ancien premier ministre conservateur, Stephen Harper, après presque dix ans au pouvoir.

Grâce au solide militantisme

local partout au pays et à la mobilisation des membres, cette victoire a été possible.

Unifor participe à la vie politique plus que jamais parce que cette participation donne des résultats.

En fait, des militantes exemplaires ont été élues parmi les membres d'Unifor, dont Tracey Ramsey, députée néodémocrate d'Essex, en Ontario, et Shannon Phillips, députée néodémocrate de Lethbridge-Ouest, en Alberta.

« Élire des consœurs syndicales nous permet de faire entendre notre voix et nos demandes en tant que travailleuses et travailleurs », a affirmé Lisa Kelly.

Pour faire une différence à long terme, tout le monde doit continuer à être des agents actifs de changement tant en milieu de travail qu'en politique électorale



Niki Lundquist, au centre, a obtenu l'appui de douzaines de femmes d'Unifor qui se sont déplacées pour soutenir sa candidature récemment.

afin que la voix des travailleuses et travailleurs, et la diversité des voix des femmes soient intégrées, a ajouté Lisa Kelly.

« Nous pouvons faire une différence considérable dans la vie de l'ensemble des travailleuses et travailleurs », a-t-elle affirmé.

Au cours des prochains mois,

Unifor se prépare aux élections à venir et pour soutenir les femmes au pouvoir.

Les membres peuvent appuyer les élections partielles en Colombie-Britannique le 2 février et les élections provinciales au printemps au Manitoba et en Saskatchewan.

>> Suite de "Les quotidiens sont essentiels" on page 1

l'information au pays, tant dans les médias écrits qu'en radiodiffusion, exige une attention immédiate de la part du nouveau gouvernement libéral à Ottawa », a affirmé Jerry Dias.

« Un public informé est à la base d'une société démocratique. Le Canada a besoin d'une solide industrie des nouvelles pour que le public soit informé au moment d'élire ses dirigeants. »

Unifor représente des journalistes et d'autres employés des journaux de Postmedia à Ottawa et à Vancouver, ainsi que des journaux à Edmonton et à Calgary, où les salles de nouvelles sont fusionnées.

Unifor représente aussi des travailleuses et travailleurs au Guelph Mercury et au Nanaimo Daily News qui ont tous les deux annoncé la fin de leur impression.

L'industrie de la télédiffusion est aussi confrontée à des défis en raison des règles questionnables du CRTC sous le gouvernement Harper qui portent atteinte au

financement de la télévision locale.

Juste avant Noël, la station CHCH TV de Hamilton a déclaré faillite.

« La fragmentation des revenus publicitaires menace le journalisme canadien et la couverture de l'actualité locale et régionale », a déclaré Jerry Dias.

« Les plateformes médiatiques sont davantage qu'une entreprise. Elles sont l'équivalent d'une fiducie d'intérêt public et nous devons trouver une manière pour qu'elles puissent survivre à la période difficile actuelle et prospérer dans les années à venir. »

Chaque voix qui s'éteint est une atteinte à notre démocratie.



CRTC abdique son rôle de leadership devant la décision de Rogers et OMNI TV

Unifor condamne la récente décision du CRTC à la suite de son examen de l'élimination des bulletins de nouvelles quotidiennes de Rogers sur le réseau OMNI TV.

« Le Conseil détourne le regard alors que les nouvelles télévisuelles ethniques et en langue tierce meurent au pays », a déclaré Howard Law, directeur des médias chez Unifor. « Près d'un demi-million de nouveaux citoyens canadiens dépendaient de ces bulletins de nouvelles. »

Le CRTC a décidé que le geste d'OMNI ne viole pas les conditions de sa licence, bien que le commissaire Raj Shoan a écrit à l'encontre de la majorité du Conseil que « en rejetant les demandes, mais en ne prenant aucune mesure significative pour

s'attaquer aux préoccupations légitimes des demandeurs et des intervenants, le Conseil abdique son rôle de leadership ».

La réponse passive du Conseil survient huit mois après que le réseau OMNI ait supprimé ses services de nouvelles en punjabi, en mandarin, en cantonnais et en italien en mai 2015, tout juste avant la campagne électorale fédérale.

La loi souligne que la direction de Rogers n'a fait aucune mention des coupes en 2014 lorsque l'entreprise a demandé au CRTC de renouveler la licence d'OMNI, en partie parce qu'il fournissait les bulletins de nouvelles quotidiennes aux communautés ethniques.



Les Canadiennes et Canadiens exhortent les ministres de la Santé à agir

À l'extérieur de la rencontre des ministres provinciaux de la Santé à Vancouver en janvier 2015, Unifor et d'autres membres de la Coalition de la santé de la Colombie-Britannique ont organisé un événement médiatique au nom des Canadiennes et Canadiens qui souhaitent le renforcement de leur système public de soins de santé.

« Les Canadiens ont exprimé haut et fort lors des élections de l'automne que les soins de santé restent notre priorité commune », a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Harper a systématiquement démantelé la collaboration entre les différents paliers du

gouvernement, ce qui a eu pour conséquence de mettre en péril l'ensemble du système de soins de santé que nous chérissons tant. Nous nous attendons à un solide effort de collaboration, et nous le demandons, de tous les paliers gouvernementaux maintenant pour financer de manière appropriée une réforme et faire des progrès. »

Le gouvernement Harper a permis l'expiration de l'Accord canadien sur la santé sans plan ni entente à renouveler. Ce qui signifie une réduction de 36 milliards de dollars en transferts fédéraux au cours des dix prochaines années, laissant les gouvernements provinciaux avec un poids financier accru et aggravé

DANS CE NUMÉRO Avec le 100e anniversaire du suffrage des femmes au Manitoba, les femmes d'Unifor se sont déplacées pour soutenir la candidature d'une consœur. Les travailleuses et travailleurs du casino Rama ratifient une première convention collective. Les médias d'information traversent une période difficile.



Des militantes et militants du secteur des soins de santé ont manifesté à l'extérieur de la rencontre des ministres de la Santé à Vancouver le mois dernier.

par les demandes croissantes d'une population vieillissante.

« Les ministres réunis ici cette semaine doivent comprendre que les Canadiens voient ce qui nous attend », a affirmé Gavin McGarrigle, directeur local d'Unifor en Colombie-Britannique.

« Nous avons une population vieillissante, une flambée des prix des médicaments, une médecine privée de rémunération à l'acte de plus en plus furtive, et

nous restons aussi le seul pays développé avec des soins de santé universels, mais sans régime national d'assurance pour les médicaments sur ordonnance. »

Jerry Dias a souligné que l'achat en vrac de médicaments sur ordonnance serait une première étape modeste, mais qui ne s'attaque pas nécessairement à l'accès aux médicaments vitaux.